

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2016/28 DU 30 JUILLET 2016

| | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.... | 1 |
| Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt | (*) |

(*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 28.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2016/28

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

| | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| Blanchisserie (Nord - Pas-de-Calais) : avenant n° 19 du 3 mai 2016 relatif aux salaires minima conventionnels | 3 |
| Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 114 du 1 ^{er} juin 2016 relatif à la mutualisation des régimes de prévoyance et de frais de santé | 5 |
| Hospitalisation privée (à but non lucratif) : avenant n° 2016-02 du 10 février 2016 relatif à la formation professionnelle (titre VII de la convention) | 7 |
| Journalistes : adhésion par lettre du 15 avril 2016 de l'ACCeS à l'avenant de révision de l'annexe III relative au régime particulier de prévoyance des journalistes professionnels rémunérés à la pige | 8 |
| Métallurgie (Var) : adhésion par lettre du 8 juin 2016 de l'UIMM Alpes-Méditerranée à la convention collective | 9 |
| Panneaux à base de bois (industrie) : avenant n° 1 du 11 mai 2016 modifiant le champ d'application et les rémunérations annuelles garanties..... | 10 |
| Récupération (industries et commerce) : avenant du 10 mai 2016 portant modification de l'article 1 ^{er} « Champ professionnel et territorial » de la convention..... | 14 |
| Régies de quartier : avenant n° 1 du 25 mai 2016 portant modification de l'annexe IV relative au régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé..... | 17 |
| Sucreries-distilleries (raffineries) : avenant n° 8 du 26 avril 2016 relatif aux rémunérations minimales annuelles garanties et à la prime d'ancienneté au 1 ^{er} mai 2016 | 22 |
| Transport aérien (personnel au sol) : avenant n° 90 du 2 juin 2016 relatif aux salaires minima au 1 ^{er} juin 2016 | 26 |

CONVENTIONS COLLECTIVES

Convention collective régionale

**IDCC : 528. – INDUSTRIES DE LA TEINTURE, DU NETTOYAGE
ET DE LA BLANCHISSERIE
(Nord - Pas-de-Calais)
(25 février 1955)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,
Journal officiel du 30 mai 1971)

AVENANT N° 19 DU 3 MAI 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1650711M

IDCC : 528

Entre :

L'UNIRET,

D'une part, et

L'HACUITEX ;

L'UR CFTC ;

La CTH CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barèmes des rémunérations minimales et classification

Les rémunérations minimales conventionnelles sont fixées au 3 mai 2016 pour les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective des industries de la teinture, du nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais conformément au tableau suivant :

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE HORAIRE | SALAIRE MENSUEL base 151,67 heures |
|-------------|-----------------|---------------------------------------|
| 110 | 9,67 | 1 466,62 |
| 120 | 9,68 | 1 468,17 |
| 130 | 9,69 | 1 469,68 |
| 140 | 9,71 | 1 472,72 |
| 160 | 9,89 | 1 500,02 |
| 180 | 10,17 | 1 542,48 |
| 200 | 10,50 | 1 592,54 |

| COEFFICIENT | SALAIRE HORAIRE | SALAIRE MENSUEL base 151,67 heures |
|-------------|-----------------|---------------------------------------|
| 230 | 11,32 | 1 716,90 |
| 280 | 12,28 | 1 862,51 |
| 350 | 13,46 | 2 041,48 |
| 400 | 14,85 | 2 252,30 |
| 500 | 16,94 | 2 569,29 |
| 600 | 19,13 | 2 901,45 |

Prime de frais de route des chauffeurs-livreurs : 6,14 €.

Cette prime est allouée aux chauffeurs-livreurs qui, du fait de l'horaire de la tournée, sont dans l'impossibilité de prendre leur repas à leur domicile ou dans l'entreprise.

Article 2

Egalité professionnelle. – Mesures tendant à réduire les écarts de rémunération

Conformément à l'accord sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes qui a été signé dans la branche, les parties signataires rappellent le principe selon lequel tout employeur doit garantir, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale (au sens de l'article L. 3221-4 du code du travail) et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise ne peuvent pas, pour un même emploi, être fondées sur l'appartenance des salariés de ces établissements à l'un ou à l'autre sexe.

Dès lors, les entreprises prendront les actions correctives dans le cadre de la négociation visée à l'article L. 2242-8 du code du travail (avec les délégués syndicaux ou, à défaut, avec les institutions représentatives du personnel), afin de supprimer, à situations comparables, les écarts constatés, et qui ne peuvent s'expliquer de manière objective, à partir de leur propre rapport annuel.

Article 3

Adhésion

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation et tout employeur qui ne font pas partie du présent avenant pourront y adhérer ultérieurement.

Cette adhésion sera valable à compter du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Article 4

Dépôt de l'avenant

Les formalités de dépôt seront effectuées conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

Article 5

Extension

Conformément aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail, les parties contractantes conviennent de demander au ministère du travail que les dispositions du présent accord soient rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 3 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3117

Convention collective nationale
IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE
(Entreprises artisanales)

AVENANT N° 114 DU 1^{ER} JUIN 2016
RELATIF À LA MUTUALISATION DES RÉGIMES DE PRÉVOYANCE
ET DE FRAIS DE SANTÉ
NOR : ASET1650719M
IDCC : 843

Entre :

La CNBPF,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FGA CFDT ;

La FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu la convention collective nationale conclue à durée indéterminée et plus particulièrement ses articles 34, 37, 37 *ter*, 37 *quater*, 37 *quinquies* de l'avenant n° 83 modifié et de l'avenant n° 97 modifié, relatifs aux régimes de prévoyance et de frais de santé des personnels cadres et non cadres ayant fait l'objet d'arrêtés d'extension du ministère du travail et après examen des modalités d'organisation de la mutualisation des risques couverts pour la période quinquennale en cours, examen ayant fait l'objet d'un constat partagé par les parties à la convention collective nationale en date du 1^{er} juin 2016, en application des dispositions des articles 34, point 6, 37 *quinquies*, 13 de l'avenant n° 83 et 4 de l'avenant n° 97, il a été convenu :

Article 1^{er}

Le degré élevé de solidarité et la politique de prévention caractérisant ces régimes de protection sociale ont conduit à l'instauration dans le corps de la convention collective nationale de clauses de désignation qui en sont, de ce fait, un élément substantiel.

Au vu de l'examen, dans les conditions légales en vigueur et conventionnelles, des modalités d'organisation de la mutualisation, les organismes choisis pour mettre en œuvre ces clauses sont maintenus pour la nouvelle période quinquennale à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail l'extension du présent avenant après notification et dépôt, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3198

Convention collective nationale

**IDCC : 29. – ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE
À BUT NON LUCRATIF**

AVENANT N° 2016-02 DU 10 FÉVRIER 2016
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE (TITRE VII DE LA CONVENTION)

NOR : ASET1650722M
IDCC : 29

Entre :

La FEHAP,

D'une part, et

La FSS CFDT ;

La CFTC santé sociaux ;

La FFSMAS CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le titre VII de la CCN 51 « Formation professionnelle » est désormais rédigé comme suit :

« 07.01. – Formation et financement de la formation

Les dispositions relatives à la formation professionnelle et à son financement doivent être conformes aux dispositions légales, réglementaires ainsi qu'aux dispositions prévues par le(s) accord(s) négocié(s) entre l'UNIFED et les organisations syndicales représentatives à ce niveau.

07.02. – OPCA et OPACIF : UNIFAF

L'OPCA au service des établissements et des salariés et l'OPACIF au service des salariés contribuent à la mise en œuvre de la politique de professionnalisation et de développement des compétences conformément à (aux) l'accord(s) négocié(s) entre l'UNIFED et les organisations syndicales représentatives à ce niveau. Ils contribuent au développement de la formation professionnelle continue. »

Fait à Paris, le 10 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3136

Convention collective nationale

IDCC : 1480. – JOURNALISTES

ADHÉSION PAR LETTRE DU 15 AVRIL 2016 DE L'ACCeS
À L'AVENANT DE RÉVISION DE L'ANNEXE **III** RELATIVE AU RÉGIME PARTICULIER
DE PRÉVOYANCE DES JOURNALISTES PROFESSIONNELS RÉMUNÉRÉS À LA PIGE

NOR : ASET1650723M
IDCC : 1480

Paris, le 15 avril 2016.

Monsieur,

Par la présente, l'association des chaînes conventionnées éditrices de services (ACCeS) vous fait part de son adhésion à l'avenant de révision de l'annexe III à l'accord national du 9 décembre 1975 relative au régime particulier de prévoyance des journalistes professionnels rémunérés à la pige signé le 24 septembre 2015.

Cette notification est faite à l'ensemble des organisations d'employeurs et de salariés signataires de cet accord.

Cette adhésion prend effet au 1^{er} janvier 2016.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de notre considération distinguée.

L'association des chaînes conventionnées éditrices de services (ACCeS)

Convention collective

IDCC : 965. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES**
(Var)

(17 mars 1978)

(Bulletin officiel n° 1987-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 29 janvier 1988,
Journal officiel du 10 février 1988)*

ADHÉSION PAR LETTRE DU 8 JUIN 2016
DE L'UIMM ALPES-MÉDITERRANÉE À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1650715M
IDCC : 965

A Marseille, le 8 juin 2016.

Monsieur,

Nous vous informons que l'UIMM Provence-Alpes, devenue depuis le 1^{er} juin 2016 l'UIMM Alpes-Méditerranée, doit fusionner avec l'UIMM Var à compter du 1^{er} juillet 2016.

Dans cette perspective, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} juin 2016, l'UIMM Alpes-Méditerranée a modifié ses statuts afin d'étendre son champ d'application, en plus des départements des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence, au département du Var et a décidé d'adhérer à la convention collective de travail des industries métallurgiques et connexes du Var du 17 mars 1978 modifiée (convention, annexes, avenants, textes complémentaires).

Par conséquent, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail et à l'article 3 de la convention collective précitée, le présent courrier a pour objet de vous informer de notre adhésion à la convention collective du Var (convention, annexes, avenants, textes complémentaires) précitée.

Cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par voie réglementaire et conventionnelle.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour l'UIMM Alpes-Méditerranée.

Brochure n° 3113

Convention collective nationale

IDCC : 2089. – INDUSTRIE DES PANNEAUX À BASE DE BOIS

AVENANT N° 1 DU 11 MAI 2016

MODIFIANT LE CHAMP D'APPLICATION ET LES RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES

NOR : ASET1650720M

IDCC : 2089

Entre :

L'UIPP ;

L'UFC,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La FG FO construction,

D'autre part,

les parties signataires ont convenu et arrêté les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective est ainsi modifié :

« Article 1^{er}

Champ d'application

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire français, y compris les DROM, les rapports de travail entre employeurs et salariés des deux sexes, quel que soit leur emploi, des entreprises dont l'activité principale relève, dans le cadre de la catégorie 16.21Z (anciennement 202Z) de la nomenclature des activités française, des catégories suivantes :

- a) Fabrication de panneaux de contreplaqués multiplis en bois, de toutes épaisseurs, bruts ou poncés.
- b) Fabrication de panneaux de particules de bois ou autres matières ligneuses, bruts ou poncés.
- c) Fabrication de panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, comprimés ou non, durs ou demi-durs, bruts ou poncés.

d) Fabrication de :

Panneaux à âme épaisse en bois, lattés, lamellés ou panneautés, plaqués de bois.

Panneaux de particules replaqués de bois.

Panneaux à âme en placages, particules ou fibres de bois, surfacés ou mélaminés.

Panneaux stratifiés, peints, prépeints, laqués, enduits, imprimés, plastifiés, etc.

A l'exception de :

- fabrication d'articles en contreplaqués galbés ou moulés (selon nature) ;
- fabrication de bois déroulés ou tranchés pour placages ;
- fabrication d'éléments en bois dits « densifiés » en blocs, planches, lames ou profilés.

Les dispositions de la présente convention s'appliquent également, compte tenu des aménagements que pourrait prévoir leur contrat individuel de travail, aux salariés qui, postérieurement, seraient détachés temporairement dans un établissement situé hors du territoire métropolitain.

En annexe, aux conditions générales, figurent des dispositions particulières aux diverses catégories de salariés (annexes catégorielles). »

Article 2

L'article 30 « Rémunération annuelle garantie » est ainsi modifié et s'intitule désormais « Salaires minima conventionnels mensuels ».

« Article 30.1

Principe

Il est institué, à la signature de la présente convention, des salaires minima conventionnels mensuels s'appliquant à chacun des coefficients de la classification figurant à la grille en annexe.

Article 30.2

Négociation annuelle

Les salaires minima conventionnels mensuels feront l'objet d'une négociation annuelle et figureront dans un accord collectif national. Pour l'année 2016, la grille de salaires minima conventionnels mensuels figure à l'article 30.6 de la présente convention.

La négociation sur les salaires minima conventionnels mensuels de l'année N, année d'application, se déroulera entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de l'année N.

Article 30.3

Horaire de référence

Les salaires minima conventionnels mensuels sont calculés pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures.

Article 30.4

Information

Les entreprises porteront à la connaissance des salariés par tout moyen le montant des salaires minima conventionnels mensuels applicables pour l'année considérée.

Article 30.5

Dispositions relatives à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

Les parties signataires, en application des dispositions des articles L. 2241-3, L. 2241-9, L. 2241-10, L. 2241-11, L. 2241-12 du code du travail et de l'article L. 2241-7 modifié par l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, conviennent que la présente négociation vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts moyens de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 30.6

Salaires minima conventionnels mensuels applicables à compter du 1^{er} juillet 2016

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRES MINIMA MENSUELS pour 151,67 heures |
|-------------------------|--|
| Ouvriers de fabrication | |
| 125 | 1 467 |
| 135 | 1 472 |
| 145 | 1 475 |
| 155 | 1 479 |
| 165 | 1 504 |
| 175 | 1 517 |
| 190 | 1 540 |
| Ouvriers d'entretien | |
| 145 | 1 475 |
| 165 | 1 504 |
| 175 | 1 517 |
| 195 | 1 585 |
| 205 | 1 663 |
| 225 | 1 706 |
| Employés et techniciens | |
| 125 | 1 467 |
| 145 | 1 475 |
| 155 | 1 479 |
| 175 | 1 517 |
| 185 | 1 527 |
| 205 | 1 663 |
| 240 | 1 773 |
| 280 | 2 046 |
| 325 | 2 272 |
| Agents de maîtrise | |
| 190 | 1 540 |
| 220 | 1 695 |
| 250 | 1 836 |
| 290 | 2 073 |
| 335 | 2 331 |
| Cadres | |
| 300 | 2 100 |

| COEFFICIENT | SALAIRES MINIMA MENSUELS pour 151,67 heures |
|-------------|--|
| 370 | 2 550 |
| 450 | 3 069 |
| 540 | 3 650 |
| 650 | 4 370 |
| 800 | 5 300 |

Article 3

Dépôt. – Adhésion. – Extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent avenant auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent avenant dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 2261-3 du nouveau code du travail.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant, conformément aux dispositions du code du travail.

Article 4

Dénonciation. – Révision

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel avenant, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 11 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3228

Convention collective nationale
IDCC : 637. – INDUSTRIES ET COMMERCE
DE LA RÉCUPÉRATION

AVENANT DU 10 MAI 2016
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1^{ER}
« CHAMP PROFESSIONNEL ET TERRITORIAL » DE LA CONVENTION

NOR : ASET1650716M
IDCC : 637

Entre :

La FEDEREC,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La FGMM CFDT ;

La FNST CGT ;

La FGT SNED CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En relation avec la nouvelle directive 2008/98 du 19 novembre 2008, qui pose les bases d'une société européenne du recyclage, ainsi qu'avec les propositions du Grenelle de l'environnement, la fédération des entreprises du recyclage, animée d'une nouvelle ambition, et avec le soutien de ses partenaires sociaux, lance les fondations d'une convention collective renouvelée qui portera la volonté de l'Union européenne de concourir à la préservation des ressources naturelles et d'y substituer les nouvelles matières premières issues du recyclage.

Le champ professionnel ci-dessous précise le domaine d'action des entreprises de la branche, en cohérence avec cette perspective de construction d'une société du recyclage.

Par conséquent, l'article 1^{er} de la convention collective de la région Nord du 6 décembre 1971 (élargie à la région Picardie par avenant du 18 septembre 1984 et élargie à l'ensemble du territoire national par arrêté du 16 janvier 1985 (*Journal officiel* du 25 janvier 1985)) est modifié. Cette modification relative au champ professionnel se substituera dès l'arrêté d'extension du présent avenant à l'ancien article 1^{er} tant dans sa rédaction ancienne datant de 1984 (accord du 18 septembre 1984, étendu par arrêté du 28 décembre 1984, *Journal officiel* du 10 janvier 1985) que dans ses rédactions anciennes (non étendu) en date du 30 octobre 1997, du 11 juin 2003 (non étendu), du 2 février 2005 (arrêté d'extension annulé par décision CE du 2 juillet 2007) et avenant n° 2 du 12 janvier 2010 (non étendu).

Article 1^{er}

Modification du champ d'application professionnel

a) Définitions : tous les mots-clefs figurant dans ce champ professionnel, à savoir « réemploi, recyclage, déchet, sous-produit, traitement, élimination », sont ceux qui sont fixés à l'article 3 de la directive 2008/98. De même, tous les concepts comme « fin du statut de déchet » ou « opérations d'élimination » font directement référence aux articles correspondants dans la directive 2008/98 (ici, respectivement, l'article 6 et l'annexe 1). Les mots « déchets non dangereux non inertes, déchets issus de chantiers du bâtiment, déchets dangereux » ainsi que la liste des filières agréées sous responsabilité élargie du producteur sont ceux définis par le code de l'environnement français.

b) Entrent dans le champ d'application de la convention collective des industries et commerce de la récupération les entreprises exerçant à titre principal la production de matières premières de recyclage à partir de :

- déchets non dangereux, y compris inertes ;
- déchets de démolition industrielle, déchets issus de chantiers du bâtiment, dès lors qu'ils sont destinés à la production de matières premières de recyclage ;
- chutes de fabrication ;
- sous-produits et matériaux destinés au réemploi ;
- biens d'équipement usagés des entreprises ou des ménages, objets de consommation, dont DEEE, véhicules terrestres, trains, navires, avions ou tout autre objet manufacturé en fin de vie, dès lors qu'ils sont destinés à la production de matières premières de recyclage ;
- déchets de bois.

Entrent également dans le champ de la présente convention :

Les entreprises qui exercent à titre principal le négoce de gros de déchets et de débris en vue de recyclage.

L'activité des holdings ayant vocation à regrouper majoritairement des sociétés exerçant à titre principal la production de matières premières par recyclage à partir de déchets et de sous-produits et/ou de réemploi tels que définis ci-dessus.

La fabrication de combustibles solides de récupération (CSR), à partir de déchets non dangereux, non inertes.

c) Les entreprises incluses dans le champ de la présente convention collective traitent les déchets et sous-produits visés ci-dessus, notamment par démantèlement, désassemblage, préparation, dépollution (retrait des substances dangereuses), régénération, transformation en matières premières de recyclage, tri dans le but :

1. D'assurer la mise en forme répondant aux normes et standards commerciaux des matières premières de recyclage telles qu'elles sont échangées sur le marché international ;
2. D'assurer la commercialisation (avec ou sans prise en charge du transport) ou le négoce des matières premières de recyclage.

d) Les activités énumérées ci-dessus figurent dans la nomenclature d'activités française (NAF) dans les classes suivantes dont l'énumération n'est pas exhaustive :

38.31 Z ;

38.32 Z ;

46.77 Z (hors activité de récupération de pièces automobiles réutilisables, associée aux opérations de collecte, de reconditionnement, de stockage et de livraison).

e) Sont exclues du champ professionnel les activités, exercées à titre principal, portant sur les opérations de collecte, de gestion de déchèteries de collectivités locales et de centres de tri d'emballages ménagers en gestion déléguée, de gestion de biodéchets, de tri des bois souillés (bois C) et d'embal-

lages souillés, de valorisation organique, énergétique, d'élimination, de dépollution de sol et d'activités de propreté urbaine.

Sont également exclues les activités d'équarrissage et d'huiles usagées.

Notification et validité de l'accord

La partie patronale notifiera le présent accord à l'ensemble des organisations représentatives.

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Date d'application

Les dispositions du présent accord prendront effet après réalisation des formalités de dépôt.

Formalités de dépôt

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail et au greffe du conseil des prud'hommes, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Extension

Les parties signataires du présent accord conviennent d'en demander l'extension.

Ces demandes seront présentées par la délégation patronale dès les formalités de dépôt accomplies.

Fait à Paris, le 10 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
IDCC : 3105. – RÉGIES DE QUARTIER
(2 avril 2012)

AVENANT N° 1 DU 25 MAI 2016
PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE IV RELATIVE AU RÉGIME DE REMBOURSEMENT
COMPLÉMENTAIRE DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1650713M

IDCC : 3105

Entre :

Le SERQ,

D'une part, et

Le BATIMAT-TP CFTC ;

La FNCB CFDT ;

Le SNUHAB CFE-CGC ;

La FNOS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant modifie, à compter du 1^{er} juillet 2016, le régime de branche de remboursement complémentaire de frais de soins de santé afin de l'adapter aux dispositions relatives au panier minimal et au contrat responsable.

Il est également décidé de supprimer la clause d'ancienneté de 3 mois nécessaire pour bénéficier du régime.

Article 1^{er}

La première phrase de l'article 2 est modifiée comme suit :

« Sont bénéficiaires du présent régime "remboursement de frais de soins de santé" obligatoire, tous les salariés relevant des "régies" quelle que soit leur ancienneté. »

Le reste de l'article reste inchangé.

Article 2

Le tableau des garanties et les grilles optiques de l'article 3.1 sont modifiés comme suit :

« Garanties responsables

Chaque ayant droit affilié au contrat bénéficie de l'ensemble des prestations indiquées ci-dessous.

Les niveaux d'indemnisation s'entendent y compris les prestations versées par la sécurité sociale.

Les remboursements sont effectués pour des frais relevant des législations maladie, accident du travail/maladie professionnelle et maternité. Ils sont limités, toutes prestations comprises, aux frais réels engagés.

Hospitalisation et soins externes

| NATURE DES FRAIS | NIVEAU D'INDEMNISATION conventionné et non conventionné | |
|--|--|---|
| Hospitalisation médicale et chirurgicale et maternité | | |
| Frais de séjour | 500 % BR | |
| Actes de chirurgie (ADC) Actes d'anesthésie (ADA) Autres honoraires | Médecins non adhérents au CAS : 150 % de la BR | Médecins adhérents au CAS : 170 % de la BR |
| Chambre particulière | 50 € par jour | |
| Forfait hospitalier engagé | 100 % FR par jour, limité au forfait réglementaire en vigueur | |
| Frais d'accompagnement (EAC < 16 ans sur présentation d'un justificatif) | 20 € par jour | |
| Transport remboursé SS | | |
| Transport | 100 % de la BR | |
| Actes médicaux | | |
| Généralistes (consultations et visites) Spécialistes (consultations et visites) Actes de chirurgie (ADC), actes techniques (ATM) Actes d'imagerie médicale (ADI), actes d'échographie (ADE) | Médecins non adhérents au CAS : 150 % de la BR | Médecins adhérents au CAS : 170 % de la BR |
| Auxiliaires médicaux Analyses | 150 % de la BR | |
| Actes médicaux non remboursés SS | | |
| Chirurgie réfractive (myopie, hypermétropie, astigmatisme, presbytie) | Crédit de 400 € par année civile par bénéficiaire | |
| Pharmacie remboursée SS | | |
| Pharmacie | 100 % de la BR | |
| Pharmacie non remboursée SS | | |
| Contraception prescrite | Crédit de 30 € par année civile par bénéficiaire | |
| Appareillages remboursés SS | | |
| Prothèses auditives | 200 % de la BR | |
| Orthopédie et autres prothèses | 100 % de la BR | |
| Définitions : SS : sécurité sociale ; BR : base de remboursement de la sécurité sociale ; FR : frais réels ; RSS : remboursement sécurité sociale. | | |

Soins et prothèses dentaires

| NATURE DES FRAIS | NIVEAU D'INDEMNISATION conventionné et non conventionné |
|--|--|
| Dentaire remboursé SS | |
| Soins dentaires Inlays simples, onlays | 100 % de la BR |
| Prothèses dentaires Inlay core et inlay à clavettes Orthodontie | 200 % de la BR |
| Dentaire non remboursé SS | |
| Prothèses dentaires ⁽¹⁾ | Crédit de 250 € par année civile par bénéficiaire |
| Implants dentaires ⁽²⁾ | Crédit de 250 € par année civile par bénéficiaire |
| Parodontologie | Crédit de 150 € par année civile par bénéficiaire |
| Définitions : BR : base de remboursement de la sécurité sociale. (1) La garantie prothèse dentaire non remboursée comprend les actes suivants : couronnes dentaires : HBLD038, HBLD036, à l'exclusion des couronnes ou dents à tenon préfabriquées, couronnes ou dents à tenon provisoires, couronnes à recouvrement partiel ; prothèses supra-implantaires : HBLD132, HBLD492, HBLD118, HBLD199, HBLD240, HBLD236, HBLD217, HBLD171 ; bridges : HBLD040, HBLD043, HBLD033, HBLD023 et les actes annexes s'y rapportant : HBMD490, HBMD342, HBMD082, HBMD479, HBMD433, HBMD072, HBMD081, HBMD087, à l'exclusion des prothèses dentaires sur dents temporaires, prothèses dentaires ou dents à tenon préfabriquées, prothèses dentaires ou dents à tenon provisoires, les piliers de bridge à recouvrement partiel. (2) La garantie implantologie non remboursée comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe (scanner, pilier, couronne). | |

Equipelement optique

| NATURE DES FRAIS | NIVEAU D'INDEMNISATION conventionné et non conventionné |
|--|--|
| Conformément au décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 et sauf en cas d'évolution de la vue médicalement constatée, le remboursement du renouvellement d'un équipement optique, composé de deux verres et d'une monture, n'est possible qu'au-delà d'un délai de 12 mois pour les enfants et de 24 mois pour les adultes suivant l'acquisition du précédent équipement. | |
| Monture adulte | RSS + crédit de 90 € |
| Monture enfant (si affilié au régime conventionnel facultatif) | RSS + crédit de 40 € |
| Verres | RSS + montants indiqués dans les tableaux ci-après en fonction des types de verres |
| Lentilles acceptées par la SS | 100 % BR + crédit de 100 € par année civile par bénéficiaire |
| Lentilles refusées par la SS (y compris lentilles jetables) | Crédit de 100 € par année civile par bénéficiaire |
| Définitions : BR : base de remboursement de la sécurité sociale ; RSS : remboursement sécurité sociale. | |

| CODE LPP | UNIFOCAUX/ multifocaux | AVEC/ sans cylindre | SPHÈRE | MONTANT par verre |
|---|---------------------------|------------------------|--------------|----------------------|
| Grille optique adulte (≥ 18 ans) | | | | |
| 2203240 : verre blanc 2287916 : verre teinté | Unifocaux | Sphérique | De - 6 à + 6 | 50 € |

| CODE LPP | UNIFOCAUX/ multifocaux | AVEC/ sans cylindre | SPHÈRE | MONTANT par verre |
|--|---------------------------|------------------------|---|----------------------|
| 2280660 : verre blanc 2282793 : verre blanc 2263459 : verre teinté 2265330 : verre teinté | | | De – 6,25 à – 10 ou de + 6,25 à + 10 | 55 € |
| 2235776 : verre blanc 2295896 : verre teinté | | | < à – 10 ou > à + 10 | 55 € |
| 2259966 : verre blanc 2226412 : verre teinté | | Cylindre < à 4 | De – 6 à + 6 | 50 € |
| 2284527 : verre blanc 2254868 : verre teinté | | | < à – 6 et > à + 6 | 55 € |
| 2212976 : verre blanc 2252668 : verre teinté | | Cylindre > à 4 | De – 6 à + 6 | 55 € |
| 2288519 : verre blanc 2299523 : verre teinté | | | < à – 6 et > à + 6 | 55 € |
| 2290396 : verre blanc 2291183 : verre teinté | | Multifocaux | Sphérique | De – 4 à + 4 |
| 2245384 : verre blanc 2295198 : verre teinté | < à – 4 ou > à + 4 | | | 90 € |
| 2227038 : verre blanc 2299180 : verre teinté | Tout cylindre | | De – 8 à + 8 | 90 € |
| 2202239 : verre blanc 2252042 : verre teinté | | | < à – 8 ou > à + 8 | 90 € |
| Grille optique enfant (< 18 ans) | | | | |
| 2261874 : verre blanc 2242457 : verre teinté | Unifocaux | Sphérique | De – 6 à + 6 | 30 € |
| 2243540 : verre blanc 2297441 : verre teinté 2243304 : verre blanc 2291088 : verre teinté | | | De – 6,25 à – 10 ou de + 6,25 à + 10 | 80 € |
| 2273854 : verre blanc 2248320 : verre teinté | | | < à – 10 ou > à + 10 | 80 € |
| 2200393 : verre blanc 2270413 : verre teinté | | Cylindre < à 4 | De – 6 à + 6 | 30 € |
| 2283953 : verre blanc 2219381 : verre teinté | | | < à – 6 et > à + 6 | 80 € |
| 2238941 : verre blanc 2268385 : verre teinté | | Cylindre > à 4 | De – 6 à + 6 | 80 € |
| 2245036 : verre blanc 2206800 : verre teinté | | | < à – 6 et > à + 6 | 80 € |
| 2259245 : verre blanc 2264045 : verre teinté | Multifocaux | Sphérique | De – 4 à + 4 | 80 € |
| 2238792 : verre blanc 2202452 : verre teinté | | | < à – 4 ou > à + 4 | 80 € |

| CODE LPP | UNIFOCAUX/ multifocaux | AVEC/ sans cylindre | SPHÈRE | MONTANT par verre |
|---|---------------------------|------------------------|--------------------|----------------------|
| 2240671 : verre blanc 2282221 : verre teinté | | Tout cylindre | De – 8 à + 8 | 80 € |
| 2234239 : verre blanc 2259660 : verre teinté | | | < à – 8 ou > à + 8 | 80 € |

Autres garanties

| NATURE DES FRAIS | NIVEAU D'INDEMNISATION conventionné et non conventionné |
|---|--|
| Actes de prévention (conformément aux dispositions du décret n° 2005-1226 du 29 septembre 2005) | |
| Prise en charge des deux actes de prévention suivants : – un détartrage annuel complet sus- et sous-gingival effectué en deux séances maximum – les vaccinations seules ou combinées de la diphtérie, du tétanos et de la poliomyélite, et ce quel que soit l'âge | 100 % de la BR |
| Actes hors nomenclature | |
| Acupuncture, chiropractie, ostéopathie (si intervention dans le cadre de praticien inscrit auprès d'une association agréée) | Crédit par année civile de 60 € par bénéficiaire |
| Définition : BR : base de remboursement de la sécurité sociale. | |

Article 3

Le dépôt du présent accord sera effectué en deux exemplaires auprès de la direction générale du travail.

Fait à Paris, le 25 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3026

Convention collective nationale

**IDCC : 2728. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET RAFFINERIES DE SUCRE**

AVENANT N° 8 DU 26 AVRIL 2016

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES ANNUELLES GARANTIES

ET À LA PRIME D'ANCIENNETÉ AU 1^{ER} MAI 2016

NOR : ASET1650712M

IDCC : 2728

Entre :

Le SNFS,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application du présent avenant correspond à celui de la convention collective des sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre du 31 janvier 2008 (n° IDCC : 2728) qui règle en France métropolitaine les rapports de travail entre :

- d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées ci-après ;
- d'autre part, les ouvriers, employés, agents techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres employés dans une entreprise dont l'activité principale est une des activités énumérées ci-après.

La convention collective engage le syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) et toutes les organisations syndicales représentatives de salariés, signataires ou qui, ultérieurement, y adhèreraient.

Le critère d'application de la présente convention collective est l'activité principale réellement exercée par tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement.

Le code NAF attribué par l'INSEE (actuellement 10.81Z, anciennement 15.8H) ne constitue qu'une simple présomption.

Sont visées les activités de sucrerie, sucrerie-distillerie, raffinerie de sucre.

Elle s'applique également aux salariés occupés :

- dans les établissements annexés aux entreprises relevant de la présente convention collective et ayant un caractère nettement secondaire par rapport à l'objet principal de l'activité de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés ;
- dans les filiales, essentiellement liées à une société dont l'activité principale est visée par la présente convention collective, ne relevant pas d'une autre convention collective.

Elle ne s'applique pas au personnel relevant des exploitations agricoles des sucreries ou sucreries-distilleries.

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire visée à l'article L. 2241-1 du code du travail et conformément à l'article 9.106 de la convention collective du 31 janvier 2008 qui prévoit l'examen de la conformité de la convention collective en regard des évolutions des dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles qui pourraient avoir des impacts sur sa rédaction, les signataires de la convention collective du 31 janvier 2008 ont convenu des modifications suivantes :

Article 1^{er}

Rémunérations

Les salaires visés à l'annexe III de la convention collective du 31 janvier 2008, modifiés par avenant n° 7 du 2 avril 2014, sont revalorisés comme suit à compter du 1^{er} mai 2016 :

- revalorisation de 200 (deux cents) euros de la rémunération minimale annuelle garantie de la classe 1 niveau A et niveau B et de la classe 2 niveau A ;
- la classe 2 niveau B et les classes et niveaux suivants sont revalorisés de 1 %.

La prime de vacances, les primes liées à la polyvalence ainsi que les rémunérations annuelles garanties spécifiques et les primes d'ancienneté visées à l'annexe IV de la convention collective du 31 janvier 2008 sont revalorisées de 1 % à compter du 1^{er} mai 2016.

Le barème des rémunérations minimales annuelles garanties et le barème des primes d'ancienneté figurant respectivement en annexes III et IV de la convention collective du 31 janvier 2008 sont modifiés en conséquence et figurent en pages 3 et 4 du présent avenant.

Article 2

Négociations et commissions paritaires

Les partenaires sociaux signataires du présent avenant conviennent d'engager des négociations sur les thèmes suivants :

1. Travaux incommodes, dangereux ou insalubres et pénibilité (prévention et compte pénibilité) ;
2. Droit syndical ;
3. Don de jours de repos (art. L. 1225-65-1 et L. 1225-65-2 du code du travail).

La COPANIEF (commission emploi formation de la branche des industries sucrières) se réunira au cours du premier semestre 2016 pour adapter, le cas échéant, la mise en œuvre des accords inter-branches de l'alimentation relatifs à la formation et pour la restitution de l'étude prospective sur l'évolution des emplois dans la branche.

ANNEXE III

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties applicable au 1^{er} mai 2016

(En euros.)

| CATÉGORIE | CLASSE | RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle garantie |
|-----------------------------------|-------------|--|
| Ouvriers, employés ⁽¹⁾ | 1, niveau A | 18 990,87 |
| | 1, niveau B | 19 348,44 |
| | 2, niveau A | 19 788,89 |
| | 2, niveau B | 20 318,61 |
| | 3, niveau A | 20 948,26 |
| | 3, niveau B | 21 681,73 |
| | 4, niveau A | 22 526,94 |
| | 4, niveau B | 23 495,37 |
| Agents de maîtrise, techniciens | 5, niveau A | 24 599,53 |
| | 5, niveau B | 25 854,24 |
| | 6, niveau A | 27 276,66 |
| | 6, niveau B | 28 886,13 |
| | 7, niveau A | 30 705,48 |
| | 7, niveau B | 32 763,25 |
| Cadres | 8 | 35 089,04 |
| | 9 | 42 106,38 |
| | 10 | 52 633,58 |

Avec un salaire minimum mensuel de base de 1 472,26 € pour 152,25 heures (niveau mensuel et taux horaire non inférieurs au Smic en vigueur à la date de l'avenant).

Rémunérations minimales annuelles garanties spécifiques :

Agent de maîtrise et technicien confirmés ⁽¹⁾ : 26 243,59 €.

Ingénieur et cadre confirmés ⁽¹⁾ : 36 507,65 €.

Cadre supérieur : 68 445,14 €.

Prime de panier, poste de 8 heures : 5,40 €.

Prime de panier, poste de plus de 8 heures : 6,81 €.

Prime de vacances : 466,27 €.

Prime de polyvalence :

1. Validation de la formation la première année : 171,24 €.

2. Exercice de la polyvalence la première année : 171,24 €.

3. Exercice de la polyvalence les années suivantes : 342,49 €.

(1) Plus de deux campagnes sucrières dans leur catégorie lorsqu'ils travaillent au rythme de la campagne ou plus de 2 ans dans leur catégorie dans les autres cas.

ANNEXE IV

Prime d'ancienneté

Montant annuel applicable au 1^{er} mai 2016

| CLASSE | 1 | | 2 | | 3 | | 4 | | 5 | | 6 | | 7 | |
|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 013 | A | B | A | B | A | B | A | B | A | B | A | B | A | B |
| ≥ 3 < 6 | 428 | 447 | 469 | 489 | 510 | 530 | 549 | 572 | 585 | 617 | 649 | 680 | 712 | 744 |
| ≥ 6 < 9 | 855 | 897 | 937 | 978 | 1 020 | 1 060 | 1 101 | 1 143 | 1 170 | 1 233 | 1 298 | 1 362 | 1 425 | 1 490 |
| ≥ 9 < 12 | 1 283 | 1 345 | 1 407 | 1 468 | 1 530 | 1 591 | 1 652 | 1 714 | 1 756 | 1 851 | 1 947 | 2 043 | 2 139 | 2 233 |
| ≥ 12 < 15 | 1 711 | 1 793 | 1 875 | 1 957 | 2 040 | 2 121 | 2 204 | 2 285 | 2 339 | 2 469 | 2 596 | 2 722 | 2 851 | 2 979 |
| ≥ 15 ans | 2 139 | 2 242 | 2 343 | 2 446 | 2 549 | 2 651 | 2 754 | 2 857 | 2 925 | 3 085 | 3 245 | 3 403 | 3 564 | 3 723 |

Pour mémoire, ce barème a été construit en respectant pour chaque début de catégorie (ouvriers, employés, agents de maîtrise et techniciens) la règle en vigueur dans la convention collective du 1^{er} octobre 1986 des 3 %, 6 %, 9 %, 12 % et 15 % pour 3, 6, 9, 12 et 15 ans d'ancienneté.

Article 3

Dépôt

Le présent avenant est notifié à toutes les organisations représentatives conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Chaque organisation signataire est pourvue d'un exemplaire du présent avenant portant la signature des représentants des organisations syndicales.

Le texte du présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, du ministre chargé de l'agriculture ainsi qu'au secrétariat-greffe des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Article 4

Entrée en vigueur et extension

A l'initiative de la partie la plus diligente, le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ainsi que de la sous-direction du travail et de l'emploi du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Il entrera en vigueur le 1^{er} mai 2016.

Fait à Paris, le 26 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3177

Convention collective nationale

**IDCC : 275. – TRANSPORT AÉRIEN
(Personnel au sol)**

AVENANT N° 90 DU 2 JUIN 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUIN 2016

NOR : ASET1650714M

IDCC : 275

Entre :

La FNAM,

D'une part, et

La FAT UNSA ;

La FGTE CFDT ;

La FGT CFTC ;

La FEETS FO ;

La FNEMA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Conformément à l'article L. 2241-1 du code du travail, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies le 12 avril 2016 et le 17 mai 2016 afin d'engager des négociations salariales.

Ces négociations se sont tenues après l'examen par la commission nationale mixte du rapport de branche 2014.

Les parties signataires rappellent que, les négociations 2015 n'ayant pas abouti, elles conviennent de l'importance de trouver un accord sur l'augmentation des minima conventionnels pour 2016.

Au vu de la conjoncture économique du transport aérien, des paramètres économiques connus à ce jour et des prévisions d'inflation, les parties signataires conviennent de revaloriser les salaires minima au 1^{er} juin 2016 puis au 1^{er} octobre 2016.

De plus, les parties conviennent d'ouvrir des discussions sur différentes thématiques conformément aux échanges ayant eu lieu lors de la commission nationale mixte du 16 février 2016.

Article 1^{er}

Salaires minima conventionnels au 1^{er} juin 2016

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} juin 2016 :

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE |
|-------------|---------|
| 160 | 1 467 |
| 165 | 1 469 |
| 170 | 1 479 |
| 175 | 1 494 |
| 180 | 1 511 |
| 185 | 1 526 |
| 190 | 1 541 |
| 195 | 1 559 |
| 200 | 1 575 |
| 210 | 1 598 |
| 215 | 1 615 |
| 220 | 1 635 |
| 235 | 1 755 |
| 245 | 1 806 |
| 260 | 1 914 |
| 270 | 1 986 |
| 290 | 2 129 |
| 295 | 2 163 |
| 300 | 2 268 |
| 360 | 2 629 |
| 420 | 3 057 |
| 510 | 3 700 |
| 600 | 4 345 |
| 750 | 5 418 |

Article 2

Salaires minima conventionnels au 1^{er} octobre 2016

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} octobre 2016 :

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE |
|-------------|---------|
| 160 | 1 474 |
| 165 | 1 477 |

| COEFFICIENT | SALAIRE |
|-------------|---------|
| 170 | 1 487 |
| 175 | 1 502 |
| 180 | 1 518 |
| 185 | 1 533 |
| 190 | 1 548 |
| 195 | 1 567 |
| 200 | 1 583 |
| 210 | 1 606 |
| 215 | 1 623 |
| 220 | 1 643 |
| 235 | 1 764 |
| 245 | 1 815 |
| 260 | 1 923 |
| 270 | 1 996 |
| 290 | 2 139 |
| 295 | 2 174 |
| 300 | 2 280 |
| 360 | 2 642 |
| 420 | 3 072 |
| 510 | 3 719 |
| 600 | 4 366 |
| 750 | 5 445 |

Article 3

Prime de panier

L'indemnité de panier est fixée à 6,20 € à compter du 1^{er} juin 2016.

Article 4

Mise en œuvre du calendrier social sur les 18 mois à venir

Conformément aux échanges qui ont eu lieu au cours des commissions nationales mixtes depuis plusieurs mois, les partenaires sociaux s'engagent à ouvrir de nouvelles discussions touchant à la formation professionnelle, au régime de prévoyance, aux frais de santé, à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ces travaux seront engagés dans le courant du second semestre de l'année 2016, comme cela en a été convenu lors de la commission nationale mixte de février 2016, dans l'attente de la réponse de l'administration sur les négociations d'accords professionnels dans le secteur du transport aérien.

Article 5

Projet de révision de la grille de classification

Conformément à l'accord de méthodologie sur la révision des grilles de classification signé le 12 avril 2016, les organisations représentatives des employeurs et des salariés s'engagent à poursuivre

les travaux de révision des grilles de classification de la convention collective nationale du transport aérien, personnel au sol (CCNTA-PS), annexe IV, qui sont prévus jusqu'au premier semestre 2017.

Le calendrier prévisionnel et le processus de révision des classifications ont été fixés conjointement par les partenaires sociaux.

Article 6

Clause de non-dérogation

En vertu de l'article L. 2253-3 du code du travail, les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent comporter des clauses dérogeant au présent avenant, sauf dispositions plus favorables.

Article 7

Mise en œuvre

Le présent avenant est applicable aux entreprises adhérentes d'une organisation d'employeurs signataire.

Il sera applicable aux autres entreprises couvertes par la CCNTA-PS 1 jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension.

Article 8

Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 2 juin 2016.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165160280-000716

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
